

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



L'ENCLAVE DE KALININGRAD

Un enjeu essentiel dans les relations entre la Russie et l'Union européenne

Mémoire de géopolitique

du Comandant Félix Eugenio GARCIA CORTIJO

dans le cadre du séminaire « La Russie et son environnement

Géopolitique »

Directeur : Melle Isabelle FACON

De la Fondation pour la Recherche Stratégique

Mars 2003

*L'enclave de KALININGRAD: un enjeu essentiel dans les relations entre la
Russie et l'Union européenne.*

SOMMAIRE :

Introduction

PREMIERE PARTIE :

**PARTICULARITES GEOGRAPHYQUES ET HISTORIQUES D'UN
SYMBOLE.**

L'oblast, sa géographie physique et humaine.

L'histoire.

La situation militaire de l'enclave.

DEUXIEME PARTIE :

UN PRESENT DIFICILE.

Un statut reconnu.

Une situation économique tout à fait particulière.

TROISIEME PARTIE

QUEL AVENIR POUR KALININGRAD ?

Kaliningrad et la région baltique.

*Kaliningrad et l'Otan, vers une diminution des menaces et une
accentuation de l'importance géostratégique.*

Kaliningrad et l'UE, vers la stabilité régionale.

CONCLUSIONS

INTRODUCTION

Le Sommet Union européenne - Russie du 11 novembre, a Bruxelles, a été l'occasion pour les deux parties sinon d'enterrer au moins d'occulter la hache de guerre au sujet de Kaliningrad. Au mois de juin, Vladimir Poutine s'était montré très ferme : « L'avenir de nos relations avec l'Union européenne dépendra de la façon dont sera assuré le transit des personnes et des marchandises¹ » de l'oblast² (région) de Kaliningrad vers la Biélorussie, membre de la Communauté des Etats indépendants, distant 70 kilomètres, où les Russes peuvent circuler librement.

Seulement avec cette citation le titre de la mémoire : « l'enclave de Kaliningrad. Un enjeu essentiel dans les relations entre la Russie et l'Union européenne » resterait justifié.

Mais, pourquoi cette importance?

Quelle est la valeur ou la particularité géopolitique de Kaliningrad, anciennement Königsberg mais aussi Krolewiec, en polonais ou encore Karaliaucius en lituanien?

Et. Quel est son avenir après l'élargissement prévu de l'Union européenne et de l'OTAN ?

¹ FAUJAS Alain, « Un TGV au secours de Kaliningrad », L'intelligent, N° 2183, du 11 au 17 novembre 2002.

² Région administrative russe.

Cet oblast (département) d'outre-terre³ de la Fédération de Russie, depuis 1991 et la disparition de l'URSS, présente la particularité d'être séparé de la Russie par deux nouveaux états indépendants et de rester le seul port russe réellement libre de glaces en permanence, du temps de l'URSS, Kaliningrad était une base navale de première importance pour l'armée soviétique qu'y avait installé 200.000 hommes et de missiles nucléaires. Enfin, par la ressemblance de ses contours et par sa situation, cette « exclave » présente de nombreuses similitudes avec l'ancienne Prusse orientale. Séparée de la mère patrie, cette dernière fournit l'un des prétextes déclencheurs du second conflit mondial.

Il apparaît très difficile de percevoir la situation très particulière de l'Oblast' sans avoir une vue globale de la situation géographique de la région Baltique, et plus encore de l'histoire de la région de Kaliningrad.

Alors, après une brève étude des caractéristiques géographiques, un rappel historique et une étude des forces militaires présentes, nécessaires pour appréhender les paramètres géopolitiques actuels de cette aire de friction et d'enjeux. Nous détaillerons la situation présente de l'oblast, plus particulièrement son statut et sa situation économique. Enfin nous replacerons l'oblast dans son environnement géopolitique immédiat et global, c'est à dire l'aire baltique, l'OTAN et l'Europe en intégrant des pistes de réflexions quant aux choix et à l'avenir.

³ D'outre terre parce qu'il est séparé, par terre, du reste du territoire de la Russie par le territoire de la Pologne et de la Lituanie.

PREMIERE PARTIE : PARTICULARITES GEOGRAPHYQUES ET HISTORIQUES D'UN SYMBOLE.

1.1. L'OBLAST, SA GEOGRAPHIE PHYSIQUE ET HUMAINE.

Le rôle prépondérant du milieu physique.

La conformation géographique des Etats a une influence déterminante sur l'activité et le comportement des peuples qui les constituent. De ce point de vue, la Mer Baltique ne peut pas être considérée comme une corne d'abondance qui aurait fait de ses riverains des peuples privilégiés. L'étroitesse des détroits qui permettent l'accès à l'océan, les rudes conditions climatiques qui y règnent, le caractère inhospitalier des côtes et l'absence sur les rives de ressources naturelles en quantité significatives sont en effet des handicaps sérieux au développement de cette région. Ils sont en partie compensés par un hinterland⁴ généralement accessible qui permet une pénétration sans grand obstacle des flux de personnes et de marchandises.

1.1.1. La Baltique.

La mer Baltique présente une forme allongée avec une allure proche de celle de la Méditerranée, mais ses dimensions sont sans commune mesure. Avec environ 1.300 km de long pour seulement 300 km de large dans ses plus grandes dimensions, la mer Baltique se rapproche davantage de la mer Noire.

⁴ Mot d'origine allemande qui signifie « arrière pays ».

Elle partage également avec cette mer la caractéristique de n'avoir qu'un accès vers le large. La Baltique est un véritable cul-de-sac maritime.

La navigation dans les détroits qui séparent la péninsule danoise de la Suède est difficile. Les faibles fonds et les plages sablonneuses qui offrent peu de repères pour la navigation rendent la côte méridionale peu aisée à pratiquer. Qui plus est, « ces côtes très basses, sont prises par les glaces lors des hivers rigoureux, se prolongent au large par des hauts-fonds qui rendent la navigation dangereuse »⁵.

Le phénomène de gel est une contrainte supplémentaire posée à la navigation dans ces eaux, « elle gèle, l'hiver, assez facilement »⁶. Kaliningrad dispose du seul port naturellement libre de glaces toute l'année qui appartient à la Russie. En effet, le port de Saint-Petersbourg, plus au Nord, ouvre un accès aisé à l'intérieur de la Fédération de Russie grâce à un réseau fluvial à haut gabarit interconnecté avec l'ensemble des grands fleuves de l'Europe centrale mais son accès n'est pas maintenu en permanence libre de glaces.

Les conditions rigoureuses qui rendent difficiles les échanges par mer ne sont pas non plus favorables aux transports terrestres. Plus de la moitié du littoral balte subit l'influence d'un hiver qui, sans paralyser la circulation, la complique grandement. Par ailleurs, « le terrain se compose tour à tour de forêts, en plaine ou en montagne (pour la Scandinavie seulement) et des terrains marécageux. Plus on va au nord et plus le terrain est difficile et nécessite un équipement adapté »⁷.

⁵ RAUGLAUDRE Pascal de, « le littoral méridional de la Baltique. De Copenhague à Saint-Petersbourg : renaissance d'un littoral oublié ». Géohistoire de l'Europe Médiante. Livres Hérodote. Editions La Découverte, Paris, 1998, pages 75-82.

⁶ Id. *ibid.*

⁷ BLANC-NOEL Nathalie, « Changement de cap en mer Baltique », dossier 48 de la fondation pour les Etudes de la Défense Nationale. La documentation française. 1992.

Mais les difficultés de communications ne constituent pas le seul handicap de cette région. La pauvreté des ressources naturelles des pays riverains contribue également à éloigner les grands flux commerciaux des rives de cette mer.

1.1.2. Kaliningrad. Géographie physique.

L'oblast de Kaliningrad a une largeur nord-sud maximum de 110 km et est-ouest de 195 km (voir carte, annexe 2), sa surface est d'environ 15.100 km², soit un peu plus grande que la Corse ou la moitié que la Belgique, située au sud-est de la Baltique entre Vistule au sud et Niémen au nord (voir carte, annexe 4).

Cette région est bordée à l'ouest par deux cordons littoraux qui prennent racine sur une langue de terre où se situe la ville de Kaliningrad. Ceux-ci délimitent deux grandes lagunes ouvertes sur la mer par d'étroits passages :

Celle du nord est traversée par la frontière avec la Lituanie et s'ouvre à Klaïpeda / Memel.

La lagune sud est partagée avec la Pologne. Elle donne sur la Baltique à Baltiisk / Pillau et reçoit le fleuve Pregolia / Pregel au nord-est, non loin de Kaliningrad, et le bras est du delta de la Vistule au sud. Mais ces deux étendues d'eau sont peu profondes (6 metres maximum).

Cette région de faible altitude (242 m maximum) présente un paysage de pinèdes et d'étangs, de tourbières et de dunes.

L'oblast est séparé de la Lituanie par les 200 km du cours inférieur du Niémen⁸ sur lequel se situe la ville de Sovetsk / Tilsit. Au sud, la frontière avec la Pologne est une ligne Est-Ouest de 210 km. Deux villes russes d'importance se situent sur cette limite : Bagrationiovsk / Eylau et Mamonovo / Heiligenbeil (voir carte, annexe 2). Sa partie littorale ne mesure que 140 km de long.

La ville de Kaliningrad n'est séparée des frontières polonaises et lituanienes que de 35 et 70 km, et n'est qu'à 400 de Varsovie et 600 de Berlin, mais elle est à plus de 1.000 Km de Moscou et l'oblast est séparé d'au moins 360 km du corps de la Fédération. Enfin, environ 70 km isolent l'enclave du Bélarus (voir annexe 2). Ces éléments éclairent d'un autre jour les perceptions géographiques et géopolitiques des habitants de l'enclave comme du pouvoir russe.

1.1.3. Géographie humaine.

Au 01 décembre 1999 la population du département s'élevait à 951.000 habitants dont 80% résidaient en milieu urbain⁹. La densité de population est de 63 habitants/km², pour mémoire elle était de 67 par km² pour la Prusse orientale de 1933. La ville de Kaliningrad compte près de 420.000 âmes.

L'origine de ces 951.000 habitants est :

78,5% sont d'origine russe,

8,5% biélorusse,

7,2% ukrainienne,

⁸ Ce tracé de frontière est conséquence du traité frontalier signé entre Kaliningrad et la Lituanie en 1997

⁹ Chiffres 2.000 communiqués par le poste d'expansion économique de Saint Petersburg (Direction des Relations Economiques Extérieures du Ministère de l'Economie et des Finances).

(C'est à dire 94,2% originaires de la CEI.)

2,1% lituanienne,

0,8% allemande

2,5% d'origines diverses¹⁰.

Il est relativement malaisé d'estimer la part de la population allemande et dans cette frange celle originaire de l'oblast (sortie après le mouvement d'évacuation forcée provoqué par Staline après la fin de la seconde guerre mondiale) ou en provenance d'autres régions russes. Il semble que, depuis 1991 et la disparition de l'URSS, la population allemande n'ait jamais dépassé les 7.000 personnes malgré divers flux annoncés.

1.2. HISTOIRE, UN HERITAGE PESANT

Quand on parle de l'histoire de Kaliningrad au minimum on doit parler de ses origines : L'Ordre Teutonique et la Hanse (1256-1701), de la Prusse (1701-1871), les Reich (1871-1945) et l'URSS.

1.2.1. L'Ordre Teutonique et la Ligue hanséatique (1256-1701)

En XI^{ème} siècle, les Teutoniques sont solidement implantés sur les rives de la Pregel où ils fondent une forteresse nommée Königsberg en 1255¹¹ dans le

¹⁰ ROMPKEY Willians, « Kaliningrad : source de tension ou de coopération ? », Projet de rapport de la sous-commission sur les questions de sécurité nordique, NATO parliamentary Assembly Committee Reports, 1999, page 7.

¹¹ Enciclopedia Microsoft Encarta 2001. (Microsoft Corporation).

cadre de l'expansion germanique en territoire balte. La région fut administrée par l'ordre de manière quasi autonome jusqu'en 1466. Si à partir de cette date, Königsberg était vassale de la Pologne, la culture germanique régnait dans cet îlot et se maintiendra jusqu'en 1946.

En parallèle à son statut de place teutonique, la ville était devenue membre de la Hanse dès 1340. A son apogée, la Hanse comptait près de 200 villes et s'étendait de Bergen à Bruges et de Londres à Narva. Elle imposait son monopole économique et commercial sur tout l'espace baltique. L'expérience de la Hanse peut être considérée à divers titres comme exemplaire « il y a sûrement là un précédent qui hante les esprits dans la nouvelle Kaliningrad, successivement détachée de l'Allemagne puis du territoire principal de la Russie, mais toujours orientée par la force des choses vers la mer »¹². Les Grandes Découvertes et le déplacement des pôles commerciaux vers le sud-ouest amorcèrent le déclin de la Hanse qui fut achevé par la guerre de Trente Ans.

1.2.2. La Prusse (1701-1871)

L'événement marquant qui débuta l'ère prussienne fut le couronnement à Königsberg du première roi de Prusse, Frédéric I, le « roi sergent », reconnu par l'Empereur « Roi en Prusse » en janvier 1701. Une période faste s'ensuivit alors, tant sur le plan culturel, rappelons qu'Emmanuel Kant naquit et enseigna à Königsberg, que sur les plans économique et administratif avec un développement sans précédent du centralisme orchestré depuis Postdam par Frédéric II. Cependant, durant la guerre de Sept Ans (1756-1763), Frédéric II dut abandonner la Prusse Orientale à la Russie de la tsarine Elisabeth de 1758 à

¹² CASTEL Viviane du, De Königsberg à Kaliningrad, Paris, L'Harmattan, 1996, page 36.

1762. Ce fut la première période russe de Königsberg et les Russes la garderont en mémoire. Le territoire fut rétrocédé à la mort de la tsarine en 1762. La perte de la Prusse orientale pendant quatre ans fut néanmoins compensée dès 1772 par le démantèlement de la Pologne¹³ qui permit pour la première fois la réunion de tous les Prussiens dans un territoire d'un seul tenant.

La ville puis fut conquise par Napoléon (les troupes de Murat) en juillet 1807, juste avant la paix de Tilsitt et occupée pour cinq ans, après la ville fut le centre de la révolte anti-française de la Prusse en 1813¹⁴.

1.2.3. Les Reich

L'Allemagne, avec les Prussiennes, connut un développement industriel et économique remarquable à la fin du XIX^{ème} siècle, la ville devient une importante place forte et le commerce entre le monde germanique et le monde russe est alors la base de la prospérité de la cité de Königsberg.

Le premier conflit mondial, s'il n'affecta pas l'intégrité de Königsberg (bastion du germanisme à proximité du monde slave, Königsberg sert de place forte durant la guerre et réussit à résister au siège des troupes russes) fut lourd de conséquences pour la Prusse orientale et la Pologne. Dans les quatorze points du discours de Woodrow Wilson du 08 janvier 1918, la création d'une Pologne libre, indépendante et disposant d'un accès à la mer était posée en préalable à la stabilité en Europe. Le port de Gdynia fut donc octroyé par les vainqueurs à une Pologne renaissante, recréant ainsi un corridor qui englobait Danzig. Par le traité de Versailles de 1919, la Prusse orientale était de nouveau coupée de

¹³ C'est en 1772 que l'ancienne Prusse royale, appelée alors Prusse polonaise est devenue Prusse occidentale, par opposition à la Prusse ducale, devenue Prusse orientale.

¹⁴ Enciclopedia Microsoft Encarta 2001. (Microsoft Corporation). Op. cit.

l'Allemagne, les Alliés rétablissaient « l'îlot de Prusse Orientale en laissant subsister une grande Prusse allemande. Regardez cette carte si parlante : accroupie au milieu de l'Europe, l'Allemagne n'a qu'une griffe à étendre pour réunir aussitôt l'îlot de Königsberg. Dans ce signe, les prochains malheurs de la Pologne et de l'Europe sont écrits »¹⁵. L'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler et ses prétentions expansionnistes allaient précipiter Königsberg et toute l'Europe dans le chaos (voir carte, annexe 5).

Les opérations de la Seconde Guerre Mondiale vont à nouveau révéler le rôle stratégique important de la mer Baltique dans l'esprit allemand en particulier, mais la guerre ne toucha pas Königsberg jusqu'au 27 août 1944, avec un bombardement effectué par la Royal Air Force. En septembre, 250.000 Soviétiques, face aux 35.000 hommes de la Wehrmacht qui défendaient la Prusse Orientale, atteignirent la frontière. L'offensive débuta le mois de janvier 1945. Hitler avait décidé que Königsberg ne serait pas évacuée, alors siège, rationnement, assauts et combats de rue, exactions, pillages et viols, exécutions sommaires furent lot quotidien à partir de ce moment-la, avec un paroxysme en 1945. Les combats dureront jusqu'au 06 avril. Après la guerre, on estimera le nombre de morts en Prusse orientale pendant la guerre à 489.400.

En avril 1946, est constituée l'enclave de Königsberg, la plus petite entité de l'URSS (voir carte, annexe 6). En juillet 1946, la ville et sa région changent son nom en Kaliningrad en hommage à Mikhaïl Kalinine, pâle membre du Parti communiste et président du Soviet Suprême de 1936 à 1946 et ami de Staline. Les noms des autres villes furent aussi russifiés et un mouvement d'évacuation forcée s'était mis en marche tout à la fois que la montée en puissance de l'immigration russophone.

Staline obtenait ainsi une plate-forme aéronavale sur la Baltique et un point de surveillance sur les membres du bloc soviétique jugés turbulents (Pologne et les pays baltes¹⁶).

La région entamait quarante-cinq années d'administration soviétique sous la forme d'une zone à vocation militaire étroitement surveillée, elle abrite de nombreuses bases militaires. C'était d'ailleurs l'une des nombreuses zones interdites de l'URSS.

1.2.4. L'effondrement soviétique

Depuis l'éclatement de l'URSS, Kaliningrad est devenue l'une des 49 régions de la Russie, en conséquence reste une région « sujet de la Fédération de Russie » et est encore très étroitement soumise au pouvoir central de Moscou, mais elle dispose d'un statut spécial.

Le démantèlement du Pacte de Varsovie et l'émergence des NEI amena une désatellisation militaire qui, par suite d'accords bilatéraux dès 1990, se traduit par un retrait des troupes soviétiques. Une partie des effectifs présents en RDA et en Pologne et la plupart de ceux stationnés dans les pays baltes furent orientés vers Kaliningrad et Saint Petersburg. Au plus fort du mouvement, une estimation du nombre de rapatriés donnait le chiffre de 100.000 personnes en plus des effectifs normalement en poste dans l'oblast soit un doublement du total.

Ce dernier commentaire nous emmène à parler de la situation militaire de l'enclave.

¹⁵ BAINVILLE, Jacques, Les conséquences politiques de la paix, Paris, Fayard, 1920, page 48.

¹⁶ La Lituanie a resté en guerre contre l'URSS de Staline jusqu'en 1952.

1.3. LA SITUATION MILITAIRE DE L'ENCLAVE.

En 1991, quand l'oblast n'avait pas encore le caractère insulaire qu'on lui connaît aujourd'hui, il représentait une plattsdam¹⁷ occidentale de l'URSS dédiée à la défense du socialisme en deuxième rideau du glacis des pays satellites. Aujourd'hui, si l'heure n'est plus à la confrontation directe ou à la veillée d'armes, la garnison conservée n'a pas complètement perdu cette vocation en raison du changement radical de son environnement immédiat.

Evolutions des forces en poste à Kaliningrad :

Nous avons déjà évoqué le rôle que le département avait joué dans le rapatriement des troupes soviétiques stationnées en RDA, en Pologne et surtout dans les pays baltes. Aujourd'hui, après une forte diminution des effectifs au cours des années quatre vingt dix, malgré la déclaration du gouvernement russe d'y avoir entre 150.000 et 215.000 hommes¹⁸. Les estimations de l'OSCE¹⁹ annoncent la présence de 54.000 hommes en poste dans l'oblast dont 15.000 paramilitaires et même certains observateurs occidentaux estiment que l'effectif opérationnel se situerait entre 20.000 et 40.000. Si les forces sont réparties entre les trois armées (19.000 marins, 7.000 aviateurs et 12.000 soldats²⁰), ils sont désormais regroupés sous un commandement opérationnel interarmées assumé par l'amiral commandant la flotte de la Baltique (Kaliningrad est le siège du quartier général de celle-ci depuis 1956). Cette nouvelle organisation est une conséquence de la restructuration récente (1999)

¹⁷ Place d'armes.

¹⁸ CASTEL Viviane du, « Kaliningrad : Une menace permanente pour la stabilité des états baltes », Janvier 2002, Les cahiers de Mars « La Russie » numéro 173 – 2^o trimestre 2002.

¹⁹ Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe.

des forces armées russes avec l'apparition de six grandes régions militaires et de zones spéciales de défense dont l'oblast fait partie.

Sans entrer dans le détail des unités et matériels stationnés dans l'oblast, voir cadres en annexes 7 et 8, il est intéressant de souligner trois points :

- Depuis la désactivation et la rétrocession à l'Estonie en 1996 de la base sous-marine de Paldiski, il n'y aurait plus de forces nucléaires russes stationnées en Baltique, information confirmée par l'OSCE.
- Jusqu'en 1999, date de son démantèlement, la surveillance et le contrôle du trafic aérien au-dessus de l'oblast et de la zone attenante étaient effectuées, par des opérateurs militaires russes, depuis le centre de détection radar de Skrunda en Lettonie. Cette tâche est maintenant assurée depuis une station située à Baranovitchi en Bélarus suite à un accord bilatéral militaire entre ce pays et la Fédération.
- Le problème du transit du matériel militaire et des troupes via la Lituanie reste un sujet sensible entre Moscou et Vilnius, problème que sera accentué après l'entrée de ce pays en l'UE et/ou l'OTAN.

Mais avant finir ce sujet nous devons souligner que l'évolution de la garnison de Kaliningrad a été dictée plus par des motifs économiques et politiques que par des raisons militaires. Ainsi en 1995, un militaire inemployé à Kaliningrad, mais payé revenait "moins cher" qu'un démobilisé à réinsérer en Russie. En outre, maintenir des forces surdimensionnées par rapport aux enjeux réels donnait au pouvoir politique des arguments en faveur d'une Russie qui voulait faire jeu égal avec les Etats-Unis. Néanmoins, les réductions en

²⁰ Les Forces terrestres constituent la 11^e Armée interarmes.

personnel ont été drastiques. La moitié des unités des unités terrestres a été placée en position de mobilisation, c'est à dire que le matériel est entretenu et disponible pour du personnel réserviste rappelable. La crise financière de 1998 est pour beaucoup dans cette diminution mais il faut souligner un effort de rationalisation pour ne conserver que les équipements les plus modernes et des unités d'un format réduit mais d'une efficacité accrue.

Cependant, face aux forces en présence dans le voisinage immédiat de l'oblast, le potentiel militaire présent reste imposant. De manière évidente, la flotte reste un outil dont la puissance est sans commune mesure avec les menaces qu'elle peut rencontrer dans la mer fermée qu'est la Baltique²¹. Aussi, de nombreux observateurs s'efforcent de replacer ces forces dans le contexte de la stratégie générale militaire russe et de ses relations avec l'Otan comme nous verrons après.

Mais avant cela nous allons voir la situation présente de l'oblast, plus particulièrement son statut et sa situation économique²², éléments qui ont une très grande importance vis à vis de ses relations avec l'union européenne et ses pays membres.

²¹ Voir *The Military Balance 2001-2002*, Oxford University Press for the International Institute for Strategic Studies, London, England, 2001.

²² « Zone économique spéciale » depuis 1996.

DEUXIEME PARTIE : UN PRESENT DIFICILE.

2.1. UN STATUT RECONNU.

Comme on bien de voir l'étude de l'Oblast' ne serait pas complète si le volet de son statut au regard du droit tant international que des pays voisines n'était pas étudié, ce qui va nous conduire à voir qu'il n'est pas aussi clair qu'annoncé par certains.

En plus la « sensibilité » de la question pour l'Allemagne principalement et pour la Pologne non plus, ne fait pas progresser grand chose la situation. Mais, tous les Etats en relation avec l'oblast' ont essayé de s'adapter à l'« status quo ». De façon que l'Allemagne et la Pologne ont renoncé à toute revendication territoriale sur l'enclave et ces mêmes nations plus la Lituanie et l'UE plaident au moins officiellement pour le maintien de la souveraineté Russe mais aussi pour le renforcement de l'aide économique et le désarmement progressif de cette partie de la Russie à laquelle cette dernière n'a pas fait suivre d'effets le statut particulier qu'elle déclare vouloir donner à l'oblast.

Au plan international, la République Fédérative Socialiste de Russie (RFSR) a succédé à l'URSS dissoute le 8 décembre 1991. Les traités internationaux signés par l'URSS, et notamment ceux relatifs à Kaliningrad n'ont pas été remis en cause. Cette succession d'états a été reconnue par la nouvelle « Communauté des Etats Indépendants » (CEI) après la déclaration d'Alma Ata, en date du 21 décembre 1991 « Les Etats de la Communauté (CEI) estiment que la Russie doit succéder à l'URSS à l'ONU, y compris en tant que membre du Conseil de Sécurité et dans les autres organisations

internationales ». De ce fait, la Russie a repris le siège de l'URSS au sein de l'ONU et de la CSCE²³. Tous les Etats en relation avec Kaliningrad ont cherché à s'adapter à cette situation nouvelle.

Par ailleurs, pour ce qui est des traités conclus avec l'Allemagne, la Russie a là aussi repris le rôle de l'URSS, comme l'indique la déclaration germano-russe du 21 novembre 1991 : « les deux parties sont d'accord que les traités existants entre la RFA et l'URSS s'appliquent en vertu des nouvelles compétences constitutionnelles de la République Fédérative Socialiste de Russie (RFSR) dans les relations entre l'Allemagne et la Russie ».

Pourtant le chemin n'a pas été facile, nous ne pouvons pas oublier que le partage de la Prusse orientale entre la Pologne et l'URSS avait été établi aux conférences de Yalta et Postdam en juillet et août 1945, avec un statut juridique provisoire en attendant le tracé frontalier définitif qui devait être établi au moment du traité de paix, mais celui-ci n'a jamais été signé. 45 ans après l'unification allemande a fait resurgir le problème des anciens territoires allemands de l'est de l'Europe, mais merci à une claire volonté commune de régler ce « problème » territorial on a établi une pluralité de remparts juridiques à tous les niveaux²⁴ :

~ Multilatéraux : conférences 2+4, traité de Moscou du 12 septembre 1990, pour maintenir l'Allemagne telle qu'elle était dans ses frontières au jour de l'unification (RFA + RDA + Berlin) et de ne pas procéder au futur à d'éventuels ajouts successifs, sources sûres de conflits et de tensions.

²³ Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (Aujourd'hui transformée en OSCE).

²⁴ FROMION Nathalie, Kaliningrad : statut juridique et perspectives d'avenir, DAG, sous-direction des affaires administratives, bureau des affaires juridiques internationales, Paris, septembre 1995, pages 5 à 7.

- ~ Bilatéraux avec la Pologne et l'URSS : Avec la première pour reprendre la ligne Oder - Niesse comme frontière entre les deux états et avec la seconde pour « s'engager à respecter sans restriction l'intégrité territoriale des Etats en Europe dans leurs frontières actuelles ²⁵», A ce titre l'Allemagne ne peut plus revendiquer juridiquement la région de Kaliningrad à la Russie.
- ~ En droit interne allemand : Avec la modification de sa Loi Fondamentale après la réunification, pour éviter toute allusion aux « autres parties de l'Allemagne » qui devaient adopter cette Loi dès leur adhésion (article 23, paragraphe 2²⁶), avec cette modification l'Allemagne a renoncé à ses anciens territoires de l'Est tels que la Prusse orientale (région de Kaliningrad), la Silésie et la Poméranie.

En ce qui concerne le cadre législatif interne russe depuis l'éclatement de l'URSS, Kaliningrad est devenue l'une des régions de la Russie. La région de Kaliningrad dispose d'un statut dont les principales caractéristiques en droit russe sont les suivants :

- ~ Cette région se situe à l'échelon le plus élevé des administrations locales au même titre que les républiques, mais celles-ci disposent d'une constitution alors que les régions comme Kaliningrad n'en ont pas.

²⁵ Traité de Bonn du 9 novembre 1990 intitulé « Traité sur les relations de bon voisinage, le partenariat et la coopération », article 2.

²⁶ Lors de la réunification a été supprimé.

- ~ Le président russe a initialement le droit de nommer et de destituer les gouverneurs de l'Oblast'.

- ~ En octobre 1993, le Président Boris ELTSINE a adopté les décrets qui réforment les institutions des régions (ils régissent l'élection, l'organisation et le fonctionnement des nouvelles assemblées représentatives).

- ~ Le président russe dispose de « représentants du président » dans les régions, chargés d'une mission générale d'information et de contrôle.

2.2. UNE SITUATION ECONOMIQUE TOUT A FAIT PARTICULIERE.

En ce qui concerne La situation économique et sociale générale tout paraît indiquer quelles sont très mauvaises et que Kaliningrad doit engager une reconversion économique radicale dans un contexte qui ne lui est pas forcément favorable, mais l'évaluation de la situation est toutefois difficile, en raison du poids de l'économie souterraine, qui représenterait plus de 60% du produit régional, selon le dernier rapport économique de l'agence locale de développement²⁷. Le revenu par habitant est clairement inférieur à la moyenne fédérale²⁸, alors que le coût de la vie est pratiquement le même. Au moins le 25% de la population est en chômage.

Cette situation a l'origine dans le dernier demi-siècle de son histoire.

²⁷ MATELLY Sylvie, Quel statut pour Kaliningrad ?, L'Année stratégique 2003, sous la direction de Pascal Boniface, L'Etudiant / France info / Iris.

²⁸ L'Oblast' a un niveau de vie 1,4 fois inférieur à celui du reste de la Russie. FAUJAS Alain, « Un TGV au secours de Kaliningrad », L'intelligent, N° 2183, du 11 au 17 novembre 2002. Op. cit.

Depuis 1946, l'URSS a imposé au département un système : le socialisme et privilégié une option : la fonction militaire d'avant-poste à son extrémité occidentale. Alors le développement économique a été fortement handicapé par ces impositions, tant par les défauts intrinsèques du fonctionnement du socialisme soviétique que par la création d'une dépendance de la population à l'outil militaro-industriel. La part de la population qui vit en relation avec la défense approche encore les 30% malgré les annonces de reconversion émises par le gouvernement central.

La dégradation d'une situation économique déjà fragile s'est accélérée depuis le début des années 90 et la remise à niveau, même par rapport au reste de la Russie, est une tâche difficile :

L'agriculture a été fortement négligée, la surface cultivable est de 15% inférieure à celle d'avant-guerre.

L'industrie légère et la production de biens de consommation n'ayant jamais été développées partent avec un fort retard de productivité et de compétitivité avec les voisins les plus proches. Néanmoins, depuis trois ans, le dynamisme des petites et moyennes entreprises, très nombreuses dans la région, a permis un redémarrage de la croissance économique.

Les transports et l'industrie lourde n'ont pas suivi une évolution qui aurait pu leur permettre d'affronter le passage à une économie de marché.

La reconversion promise de l'industrie de l'armement n'a été que parcellaire et les crédits engagés restent à 5% du total alloué²⁹.

L'économie de l'oblast reste encore fortement handicapée par un réseau de transport terrestre qui est resté proche de la configuration stratégique de la guerre froide. Les liaisons privilégiées sont toujours vers l'est (Biélorussie et Russie) et le nord (pays baltes puis Russie) alors que celles vers le sud et l'ouest (Pologne et Allemagne) qui pourraient s'ouvrir vers un espace commercialement fructueux offrent trop peu de connectivité avec l'Occident. Le port est toujours sous-employé (17 millions de tonnes/an de capacité pour 5 millions de tonnes/an effectives), payant par-là même des choix militaires trop longtemps privilégiés.

Enfin, le socialisme a laissé de nombreuses séquelles psychosociologiques parmi la population qui font préférer l'égalité à l'efficacité et surtout la sécurité au risque. Cet état d'esprit a de graves conséquences dans le domaine économique où créativité et esprit d'entreprise sont primordiaux.

Ce bilan apparemment sombre ne doit cependant pas occulter les chances certaines dont dispose l'oblast et qui pourraient lui laisser entrevoir un avenir plus souriant :

Les réserves d'ambre sont bien estimées à 90% des stocks mondiaux, et le rythme d'exploitation, passé de 800 tonnes en 1994 à 1.200 actuellement, permettrait d'espérer beaucoup de cette ressource³⁰.

²⁹ Stockholm International Peace Research Institute Year Book, 1998.

³⁰ www.amber.kisa.ru.

Le tourisme, de masse et de cure, bien qu'il repose sur de solides espoirs des habitants de l'oblast, ne semble pas pour l'instant attirer les flux de visiteurs et de devises espérés, mais essaye de se reconvertir en assimilant les normes européennes et en tentant d'attirer une nouvelle classe de touriste nordique et européenne.

La reconversion du secteur de l'industrie de défense : En 1992, les commandes ont été suspendues sans aucun préavis et ont mis à la fois les entreprises face à une menace de banqueroute et les travailleurs face au risque de chômage³¹ L'absence quasi totale d'aide du pouvoir central russe et la méfiance des étrangers à investir dans un territoire qui n'offre aucune garantie sérieuse ne font qu'empêcher cette reconversion nécessaire.

Le trafic maritime : Les ports de Kaliningrad ne fonctionnent pas à pleine capacité, sa situation est si dramatique que le presque arrêt des flux de marchandise provoque la suspension des plans de modernisation et la relance ne pourrait en fait s'effectuer qu'avec un apport conséquent venant d'investisseurs extérieurs, et donc de l'UE...

L'Agriculture : avait été totalement secondaire pendant la guerre froide. Kaliningrad, qui avait été le grenier de la Baltique, aujourd'hui ne peut même plus satisfaire ses propres besoins alimentaires.

Pour finir on ne peut pas oublier l'importance de la contrebande, du trafic, malgré sa transformation en « zone économique spéciale » en 1996 Kaliningrad n'est pas devenu le « Hong Kong de la Baltique », l'oblast s'est spécialisé dans les trafics les plus diverses vers la Russie (automobiles volées)

comme vers la Lituanie et la Pologne (vodka, cigarettes, etc.) au point que Chris Patten, commissaire européen chargé des affaires extérieures, a pu dire qu'il était « l'une des plaques tournantes du crime organisé³² ».

L'économie étant indissociable de la politique, il est clair que la Russie a besoin de ses voisins pour désenclaver la région et pour faciliter le transit vers l'occident. Ce qui nous emmène à voir quelles sont ses relations avec eux, avec l'Otan et avec l'UE pour pouvoir voir quel pourrait être son avenir.

Plusieurs cercles géopolitiques pourraient être, très subjectivement, délimités autour de l'oblast' mais pour simplifier nous les réduirons à deux : Celui de la proximité immédiate qui engloberait les Pays Baltes et la Pologne, élargi avec quelques commentaires à l'imprévisible Biélorussie et à la puissante Allemagne et les pays scandinaves riverains. Enfin, le cercle plus large des pays membres de l'Union européenne et de l'OTAN, interlocuteurs directs avec la Russie et non avec l'oblast'.

³¹ ZVEREV Yuri, « The Kaliningrad Defence Industry : Problems of Conversion », *Defence and Peace Economocs*, 1997, 10-2, page 396.

³² ALAIN FAUJAS, « Un TGV au secours de Kaliningrad », *L'intelligent*, N° 2183, du 11 au 17 novembre 2002, Op. cit.

TROISIEME PARTIE : QUEL AVENIR POUR KALININGRAD ?

3.1. KALININGRAD ET LA REGION BALTIQUE.

3.1.1. Les pays Baltiques : Kaliningrad une menace permanente pour leur stabilité.

Celle-ci est la perception qu'ont ces états du maintien de la souveraineté russe sur l'oblast' et donc du maintien du caractère de poste avancé que permet à la Russie de les menacer à revers. Menace politique et militaire que pourrait exercer également sur la Pologne³³, quand elle l'estimerait nécessaire.

Mais la Russie d'aujourd'hui a tout l'intérêt à favoriser la paix et la stabilité de cette région, dans la mesure où elle n'a pas les moyens militaires pour imposer sa paix régionale, « les menaces intérieures existant en Russie prévalent sur les menaces extérieures³⁴ » et qu'elle se sent menacé par l'élargissement de l'OTAN, manifestations de Sergueï Ivanov, secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie³⁵, en plus elle-même propose des mesures de confiance et de sécurité. Ces actions se développent principalement auprès de ces états et notamment en concertation avec l'OSCE, « l'OSCE a une place prééminente et un rôle clé dans la mise en place et la coordination des relations régionales³⁶ ».

³³ Violations fréquentes, rendues publiques ou non, de l'espace aérien polonais par des hélicoptères militaires russes. Cite du CASTEL, Viviane du, « Kaliningrad : une menace permanente pour la stabilité des états baltes », Janvier 2002, Les cahiers de Mars « La Russie » numero 173 – 2^o trimestre 2002. Op. cit.

³⁴ Déclarations de Sergueï Ivanov, secrétaire du Conseil de sécurité faites au journal Izvestia et publiées le 20 mai 2000.

³⁵ « La poursuite de l'élargissement de l'OTAN à l'Est est inacceptable pour la Russie », réponse du secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, S.B. Ivanov, aux questions posées dans le cadre d'une conférence Internet consacrée à la doctrine militaire de la Fédération de Russie, mai 2000, site du Conseil de sécurité russe, <http://www.srf.gov.ru/News/2000/05/Answers.htm>.

³⁶ P. van HAM, Les Etats baltes : sécurité et défense après l'indépendance, Cahiers de Chaillot, juin 1995.

Un autre point à tenir en compte sont les orientations de sécurité nationale³⁷, confirmées par la conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie publiée en juillet 2000, après l'élection de Vladimir Poutine à la présidence. Ce texte précise réaffirme qu'« assurer toute la protection possible des droits et des intérêts des citoyens russes et de nos compatriotes à l'étranger » est une priorité. Or, de ce point de vue, le cas de deux des trois pays baltes est éloquent. Les minorités russes s'y répartissent comme suit ³⁸:

	Estonie	Lettonie	Lituanie
Population	1 .500.000	2.600.000	3.700.000
Autochtones	61 %	54 %	81,4 %
Russes	30 %	34 %	8,6 %
Ukrainiens	3 %	3 %	1 %
Biélorusses	2 %	5 %	1,5 %
Pourcentage slave	36 %	44 %	18,1 %

Lettonie et Estonie se sont fait « épinglez » par le Conseil de l'Europe sur la question de la citoyenneté de leurs importantes minorités russes et en particulier, la Lettonie s'est heurté aux critiques formulées par l'OTAN, qui joue bien là son rôle d'organisation politique³⁹, lui reprochant les exigences linguistiques qu'elle imposait aux candidats aux élections. En effet, les règles d'attribution de la nationalité dans ces deux pays résident dans la maîtrise de la

³⁷ « Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie », Décret présidentiel n° 24, 10 janvier 2000.

³⁸ HOEKAMA Jan, ROMPKEY William, « La contribution des Etats baltes à la sécurité européenne », Rapport intérimaire de la sous-commission sur les questions de sécurité nordique , NATO parliamentary assembly committee reports, 1998, p.5.

³⁹ BAYOU Céline, « Les Etats Baltes à la veille d'échéances décisives », ?, L'Année stratégique 2003, sous la direction de Pascal Boniface, L'Etudiant / France info / Iris.

langue. Or, un délai ridicule a été octroyé par les autorités aux russophones, dont une grande partie est composée d'anciens militaires ou apparentés, pour qu'ils prouvent leur aptitude à dominer une langue dont l'origine n'est pas slave. Cette discrimination ajoutée aux problèmes de la délimitation des frontières, qui perdure entre la Russie et les pays baltes⁴⁰, et même entre ces trois derniers, reste un frein majeur à une normalisation harmonieuse.

Plus particulier encore est le cas de la Lituanie, acteur majeur pour l'avenir de l'oblast. Si elle n'a pas de difficultés majeures relatives à une minorité russe (8,6%), nous ne devons pas oublier que ce pays est resté en guerre contre l'URSS de Staline jusqu'en 1952 et que près de 200.000 personnes ont payé de leur vie leur opposition à la soviétisation de leur petit pays. Cependant, elle est le seul des pays baltes qui soit parvenu à un accord de délimitation frontalière avec la Russie en 1998, même si elle est restée plus que l'Estonie ou la Lettonie sous une tutelle économique et un chantage militaire russe après la disparition de l'URSS.

La Lituanie est très tributaire de la Russie, pour le commerce et l'énergie, mais reste paradoxalement la première source alimentaire et électrique de l'oblast, Kaliningrad dépend à 90% de la production électrique de la centrale lituanienne d'Ignalina, quatre (4) réacteurs RBMK 1500 de construction soviétique similaires au « type Tchernobyl », et sa production de pétrole brut est totalement tributaire des capacités de raffinage lituaniennes. De plus les problèmes de transit restent aigus entre le département et la Lituanie, la connexion de l'exclave avec les réseaux Baltiques routiers comme ferrés reste dans l'état actuel des tracés envisagés très soumise au bon vouloir de Vilnius. Il est bon de souligner que les tarifs douaniers imposés par la Lituanie sur les

⁴⁰ PARK, Andrus, « Ethnicity and Independence : the Case of Estonia in a Comparative Perspective », *Europe-Asia Studies*, vol. 46, 1994, pp. 69-87.

transits de biens sur son sol constituent une source de revenus non négligeable pour le pays. Ces taxes restent un point de friction entre Moscou et Vilnius.

En résumé : la Lituanie possède une identité vraiment différente aux autres pays baltiques. Sa ferveur catholique, ses mœurs traditionnelles, sa démographie, son agriculture, l'importance de ses diasporas et la forme « romantique » de son sentiment d'identité en font véritablement le pays le plus proche de la Pologne.

En plus le soutien de sa population à son intégration à l'union européenne est le majeur des trois pays baltes. Son président M. Paksas, « partisan sincère de l'intégration de la Lituanie à l'OTAN et à l'Union européenne⁴¹ », a toutefois affirmé que l'adhésion de son pays à l'UE, « voulue par une majorité de Litvaniens » et qui fera l'objet d'un referendum en mai, serait l'une de ses priorités⁴². Ce soutien peut être conséquence d'avoir le mineur taux de satisfaction dans la vie de la région :

Le soutien à l'intégration européenne dans les pays Baltes⁴³ :

Pays	Une bonne chose	Ni bien, ni mal	Une mauvaise chose
Estonie	30	38	14
Lettonie	30	39	17
Lituanie	41	36	11

⁴¹ « Je suis un partisan sincère de l'intégration de la Lituanie à l'OTAN et à l'Union européenne et je l'ai prouvé durant toute ma carrière politique », a déclaré après avoir remporté une victoire surprise à l'élection présidentielle, article « L'ancien premier ministre lituanien Rolandas Paksas remporte une victoire surprise à l'élection présidentielle », Le Monde.fr avec Reuters et AFP, 6 janvier 2003.

⁴² JACOB Antoine, « Lituanie, le nouveau président fait le choix de l'Europe », Le Monde.fr, 7 janvier 2003. Article paru dans l'édition du 8 janvier 2003.

L'Estonie est travailleuse, sévère et méthodique ; malgré sa petite taille, sa situation géographique et ses affinités culturelles avec la Finlande lui donnent manifestement d'excellentes chances de développement, comme le montre le fait d'avoir déjà le revenu national brut plus élevé des trois pays (voir tableau). Elle est cependant handicapée par une redoutable « mafia russe », liée au complexe militaire, et qui engendre insécurité et violence.

Revenu national brut (RNB) par habitant et taux de satisfaction dans la vie⁴⁴ :

Pays	RNB par habitant (en dollars américains)	% de réponses : satisfaits et très satisfaits
Estonie	3410	50
Lettonie	2860	55
Lituanie	2900	40

La Lettonie, médiane en tout, dispose d'atouts géographiques, culturels et économiques considérables. Elle hérite notamment d'une économie réputée la plus performante des Etats baltes avec un grand taux de satisfaction de sa population, malgré son mineur RNB. Son problème principal est constitué par son fort pourcentage d'allogènes (46%) face à une population autochtone très nationaliste.

Comme nous avons pu voir les trois pays baltes ne forment pas une entité unique, mais les organisations internationales se sont déclarées satisfaites des résultats économiques des trois pays, ce qui ne peut pas nous faire oublier que

⁴³ Commission européenne, Candidate Countries Eurobarometer 2001, Bruxelles, mars 2002, page 96.

⁴⁴ Commission européenne, Candidate Countries Eurobarometer 2001, Bruxelles, mars 2002, page 12. Op. cit.

d'après les estimations de la Commission européenne, il faudra plusieurs décennies avant que les futurs membres puissent espérer rejoindre leurs devanciers.

Le PIB par habitant dans ces états en pourcentage de la moyenne communautaire en 2.000 était⁴⁵ :

- ~ Estonie : 38%.
- ~ Lettonie : 29%.
- ~ Lituanie : 29%.

L'effort à faire sera fort, après son intégration en 2.004. mais avant continuer à parler de l'Union européenne, nous reviendrons après, nous allons nous intéresser au voisin sud de l'oblast, déjà membre de l'OTAN et aspirant à une très prochaine intégration à l'UE, la Pologne.

3.1.2. La Pologne : méfiance, discordances, pragmatisme et intérêt.

Une méfiance teintée d'attentisme marque les relations entre la Pologne et le département, où si on préfère la Russie. Si, comme nous avons déjà dit, la Pologne n'a aucune revendication territoriale sur Kaliningrad le projet russe de créer couloirs « corridors » en ce pays et en la Lituanie pour faciliter le passage des russes de l'oblast vers la « mère patrie » a suscité de fortes discordances entre le Kremlin et l'Union européenne au sommet du 29 mai 2.002, en plus le président polonais Kwaniewski, en visite « éclair » à Moscou le 20 septembre 2.002, déclara : la création de corridors signifierait «le return aux temps d'avant

la Deuxième Guerre Mondiale⁴⁶ », cependant si la Russie accepte l'institution de visas pour la Pologne, elle la refuse toujours pour la Lituanie.

En contrepartie, intérêt économique, les 16 et 17 janvier 2002 le président Vladimir Poutine était venu accompagné d'une centaine d'hommes d'affaires, soulignant ainsi son désir de fonder la réconciliation bilatérale sur des intérêts économiques communs⁴⁷. En contrepartie, Moscou a évoqué la possibilité de construire en Pologne un second gazoduc qui lui permettrait de réduire sa dépendance par rapport à l'Ukraine, par où transitent à l'heure actuelle 90% de ses exportations énergétiques vers l'Europe de l'Ouest.

L'enclave Russe qui constituait il y a quelques ans une menace est devenu un champ d'attrait économique. Plus de 30% des compagnies étrangères ayant installé leur siège à Kaliningrad sont polonaises et la Pologne représente 19% de son commerce⁴⁸. Les dirigeants polonais, s'ils restent très « chatouilleux » sur tout mouvement, et en particulier militaire, qui pourrait affecter le statu quo entourant l'oblast ont conscience de la position unique de leur pays, membre de l'OTAN, bientôt de l'UE, et frontalier d'une Russie affaiblie⁴⁹ mais incontournable. Malgré ses récriminations envers les autorités russes qui feraient preuve de laxisme face aux trafics frontaliers originaires de l'exclave, la Pologne demeure fortement intéressée par un développement harmonieux des relations avec son grand voisin oriental, ce que n'empêchera

⁴⁵ Hubert HAENEL, Denis BADRE, Marcel DENEUX, Serge LAGAUCHE, Simon SOTOUR, « Elargissement de l'Union européenne, état des lieux », Rapport d'information 295 (2001-2002), Délégation du Sénat pour l'Union européenne.

⁴⁶ www.terra.es

⁴⁷ En 2001, La Pologne était le cinquième partenaire de la Russie, où elle exportait principalement des produits alimentaires, des machines et des équipements, des produits chimiques et des dérivés du bois. Pour plus de détails, se reporter à BAYOU Céline, « les relations économiques polono-russes. L'ébauche du pragmatisme », Le Courrier des pays de l'Est, août 2001, n° 1017, pages 36-45.

⁴⁸ LAMANDE Vincent, « Kaliningrad : l'enclave russe de l'espace baltique », Revue Française de Géographie, n°11, automne 1999.

⁴⁹ OSTROWSKI Marek, « Attention à la Russie affaiblie », Courrier International / Polityka, 25 mars 1999, n°415.

pas que comme tous les pays qui intégreront l'UE en 2004, doit sécuriser ses frontières, ainsi la Pologne, qui se trouvera en première ligne devra installer un poste frontière tous les 25 km – conformément à la norme européenne – sur les 1.170 km qui la séparent de la Russie et aussi de la Biélorussie et de l'Ukraine⁵⁰. En outre, plus que l'oblast, la Biélorussie de Loukachenko est une source d'inquiétude pour Varsovie.

3.1.3. La Biélorussie : un foyer d'instabilité, un président « interdit ».

Le « trublion » de la région est assurément l'ancienne Biélorussie, sous la férule de l'imprévisible et autoritaire président Alexandre Loukachenko, allié encombrant de Moscou. Il y a quelques mois, 26 novembre 2002, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils interdisaient « immédiatement » toute délivrance de visa pour le président et sept hauts responsables de son gouvernement⁵¹. Cette mesure est prise en raison de « l'érosion continue de la situation des droits de l'homme et des principes démocratiques⁵² » dans ce pays, une mesure que les place au rang de parias pour l'administration américaine.

D'une autre cote pour la Russie, si les accords militaires entre les deux pays⁵³ sont précieux pour Moscou (extension vers l'ouest de la couverture de veille aérienne russe grâce à la station biélorusse de Baranovitchi, production de SU 27 en Bélarus...)⁵⁴, présentent un risque d'entraînement non négligeable. La Russie reste donc particulièrement vigilante quant aux déclarations et autres

⁵⁰ BREUILLAC Brigitte, « Le risque d'une forteresse à l'est de l'Est », Le Monde interactif, jeudi 9 janvier 2003, article publié le 10 décembre 2002.

⁵¹ AFP.

⁵² Ibid.

⁵³ « Russian Federation Military Doctrine », Nezavisimaya Gazeta, 22 avril 2000, Translation by the U.S. Foreign Broadcast Information Service, p. 4 § 7.

⁵⁴ CASTEL Viviane du, « Kaliningrad et son environnement », Défense Nationale, n°4, avril 2000.

provocations dont le maître de Minsk est coutumier, ne désirant pas être mêlée à une crise ou à des différends régionaux dont elle n'a pas besoin.

3.1.4. L'Allemagne : prudence, maintien de le « status quo » et solidarité européenne.

L'Allemagne réunifiée occupe une place incontournable en Europe centrale et orientale. Prudence est le maître mot pour qualifier le comportement de Berlin vis-à-vis de Moscou, et ses prises de position concernant l'ex-Prusse orientale sont encore plus circonspectes qu'avec tout autre PECO⁵⁵. L'Allemagne reste à l'égard de Kaliningrad en position de retrait. Par égard de l'histoire, la priorité est donnée au maintien de bonnes relations avec la Russie et la Pologne, comme l'attestent les traités de 1.990. En effet, il existe une dimension psychologique et affective entre l'Allemagne, la Russie et la terre de Königsberg / Kaliningrad. Celle-ci fait peu cas de rationalité et les dirigeants allemands qui ont compris qu'aucun radicalisme n'était de mise dès qu'il s'agissait du berceau de Kant et Hindenburg ont adopté une démarche de petits pas via l'Union européenne, avec le maintien de le « status quo » et un clair respect des frontières actuelles comme nous l'avons vu en traitant le statut de l'enclave. Malgré le lobbying intense d'anciens réfugiés, les choix de Bonn puis de Berlin se sont orientés délibérément vers une intégration économique et une normalisation des rapports qui passaient par la voie de Bruxelles et de Strasbourg. La RFA ne se désintéresse nullement de l'avenir de la région mais préfère ménager les susceptibilités russes qui se manifestent dès qu'un certain expansionnisme germanique vers l'est, réel ou imaginaire, peut être décelé ; en conséquence elle s'abstienne d'encourager l'installation de population d'origine allemande émigrant de la Russie ou d'autres Etats de l'ex URSS et ne favorise

⁵⁵ PECO : Pays d'Europe Centrale et Orientale

pas de massifs investissements à Kaliningrad et ne cherche pas à développer les échanges commerciaux unilatéraux ou bilatéraux au détriment de pays tiers.

3.2. KALININGRAD ET L'OTAN, VERS UNE DIMINUTION DES MENACES ET UNE ACCENTUATION DE L'IMPORTANCE GEOSTRATEGIQUE.

Diminution des menaces parce que comme nous avons déjà dit tous les pays de la Baltique et la Russie ont intérêt à favoriser la paix et la stabilité dans la région. Elle propose à ce titre des mesures de confiance et de sécurité, notamment auprès des Etats baltes en concertation avec l'OSCE, mais nous ne pouvons oublier qu'après la fin de la guerre froide et la dissolution du Pacte de Varsovie, la Russie posa à la communauté internationale la pertinente et légitime question du rôle futur de l'OTAN, rôle que les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont certainement « marginalisé » créant les conditions du renforcement de l'unilatéralisme de l'hyper puissance américaine, coalitions « à la carte ».

L'ex-URSS est sans contexte l'une des régions du monde dans laquelle les conséquences géopolitiques des événements du 11 septembre ont été les plus importantes. Vladimir Poutine qui a très rapidement pris conscience de l'opportunité historique qui s'offrait à son pays de se réinsérer dans le jeu international, a ainsi engagé la Russie dans un spectaculaire rapprochement avec l'occident. Après cette prise de conscience Moscou apparaîtrait comme un partenaire incontournable des américains et des européens et faisait figure de grand gagnant de la nouvelle donne stratégique, en conséquence après avoir montré une hostilité durable à l'entrée dans l'alliance atlantique des Etats baltes et, à un moindre degré, de la Bulgarie et de la Roumanie, la Russie semble

s'être résignée à cette nouvelle expansion vers l'est. En contrepartie elle a été invitée à participer à un nouveau conseil OTAN-Russie, inauguré le 28 mai 2002 et censé souligner l'importance que les Etats membres accordent à un partenariat étroit avec Moscou. Il y a fort à penser que la levée du « veto russe » sur l'ouverture de l'OTAN aux Pays baltes n'est pas sans corrélation avec cette nouvelle situation et une relecture « molle » des finalités de l'alliance et de son futur, futur qui se désigne plus politique que militaire⁵⁶.

Le 21 novembre 2002 l'OTAN vient d'inviter sept pays à la rejoindre, en autres les trois pays baltes, cette entrée devra être effective en 2004 à la fois que son entrée à l'Union européenne.

A l'heure de fermer cette mémoire la situation internationale vit une nouvelle tourmente avec le déclenchement de la guerre pour la « libération de l'Iraq », le processus préliminaire, la guerre et l'après guerre avec les enjeux de la reconstruction du pays ont mis et sûrement mettant en danger le rapprochement de la Russie avec les Etats Unis, ce qui pourrait signifier également un « refroidissement » de ses relations avec l'OTAN, mais pas probablement avec l'occident et plus particulièrement, avec la France et l'Allemagne, vis à vis des positions similaires maintenues au sein du Conseil de Sécurité de Nations Unis.

Mais, pourtant nous ne pouvons oublier que l'enclave présente une situation géostratégique essentielle pour la Russie (seule base navale libre de glace en hiver et renseignement militaire) et que cet oblast et les forces surdimensionnées qu'y restent, permettent et permettant menacer à revers les pays baltes et continuer à opérer la flotte de la Baltique.

⁵⁶ RAGARU Nadège, « L'Europe Centrale et Orientale. A l'orée des élargissements atlantique et européen », L'Année stratégique 2003, sous la direction de Pascal Boniface, L'Etudiant / France info / Iris.

3.3. KALININGRAD ET L'UE, VERS LA STABILITE REGIONALE.

Kaliningrad, district militaire spécial, avait été fermé aux étrangers pendant la guerre froide, des restrictions sévères ayant été également prévues à l'encontre des citoyens soviétiques jusqu'à 1.991, c'est à dire la région est restée totalement isolée de son environnement extérieur jusqu'en 1.991 « par un système de barrière ressemblant à une frontière étatique »⁵⁷.

En 1.992 il est devenu une zone de libre-échange, puis en 1.996 une zone économique spéciale, avec de nets avantages fiscaux et économiques. Néanmoins, la crise économique russe de 1.998 eut de graves répercussions dans l'enclave, nécessitant une aide humanitaire par des pays voisins.

Si la zone économique spéciale attire les investissements étrangers⁵⁸ le développement économique ne correspond pas aux attentes initiales des autorités locales et de la population (toutefois, l'administration de Kaliningrad favorise les investissements occidentaux, notamment européens et surtout allemands) les causes : cadre juridique confus et soumis à des changements, des infrastructures défailtantes, manque de transparence, des interventions excessives de l'administration régionale, couplée à un manque de transparence, un cadre législatif présentant des contradictions entre les lois de la Fédération de Russie et celles de l'oblast', etc. En plus la manque de taxes aux

⁵⁷ PETERSEN Phillip et Shane, « The Kaliningrad Garrison State », Janes Intelligence Review, 1993, Vol.5, page 59.

⁵⁸ Allemands, polonais, lituaniens, italiens, français...

importations favorise les trafics les plus divers vers ses voisins « A Kaliningrad tout s'achète et tout se vend ⁵⁹ » (voir 2.2.).

Ainsi, si on prend en compte, comme nous avons déjà vu en relation avec les Etats baltes que d'après les estimations de la Commission européenne⁶⁰, il faudra plusieurs décennies avant que les futurs membres puissent espérer rejoindre leurs devanciers et les statistiques officielles démontrent que le niveau de vie moyen à l'oblast est cinq fois inférieur à celui de ses voisins polonais ou que le tiers de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté⁶¹, on comprend parfaitement que la Commission européenne ait placé la question des relations avec l'enclave parmi les priorités liées à l'élargissement à l'est.

Au mois de juin, Vladimir Poutine s'était montré très ferme : « l'avenir de nos relations avec l'UE dépendra de la façon dont sera assuré le transit des personnes et des marchandises » de l'oblast vers la Biélorussie⁶².

L'Union européenne élabore des politiques communes, notamment dans les domaines de la protection de l'environnement et de l'éducation, tout en cherchant un partenariat entre les pays baltes, la Pologne, l'enclave et Saint Pétersbourg. Mais redoute de voir s'infiltrer la mafia russe, mafia que joué un rôle important dans l'économie de l'oblast.

⁵⁹ CASTEL, Viviane du, « Kaliningrad : une menace permanente pour la stabilité des états baltes », Janvier 2002, Les cahiers de Mars « La Russie » numéro 173 – 2^o trimestre 2002, page 69. Op. cit.

⁶⁰ Hubert HAENEL, Denis BADRE, Marcel DENEUX, Serge LAGAUCHE, Simon SOTOUR, « Elargissement de l'Union européenne, état des lieux », Rapport d'information 295 (2001-2002), Délégation du Sénat pour l'Union européenne. Op. cit.

⁶¹ DERVIEUX Pascal, « Quel avenir pour la population de Kaliningrad ? », France Info, L'Année stratégique 2003, sous la direction de Pascal Boniface, L'Etudiant / France info / Iris.

⁶² FAUJAS Alain, « Un TGV au secours de Kaliningrad », L'intelligent, N° 2183, du 11 au 17 novembre 2002. Op. cit.

Avec l'élargissement de l'UE approuvé le mois d'octobre de 2002 par la Commission européenne⁶³, cette même commission a accordé à la Russie le statut de « pays à économie de marche »⁶⁴, une mesure qui va favoriser les sociétés russes et ne peut que conforter la stratégie d'accession à l'organisation mondiale du commerce de la Russie, activement soutenue par l'UE.

Le 11 novembre, date du 10^{ème} sommet UE - Russie, un accord sur Kaliningrad à la fin a vu la lumière, cet accord garanti la souveraineté de la Lituanie, Vilnius aura le droit de contrôler les voyageurs qui traversent son territoire⁶⁵. A partir du 1^{er} juillet 2003, les Russes voyageant entre Kaliningrad et la Russie, devront donc être munis d'un « document de transit facilité ⁶⁶» (FTD), soit un visa multiple avec un autre nom. Ce système devra être revu au plus tard en 2005. Jusqu'à la fin de 2004, les passeports internes russes seront suffisants pour obtenir un FTD. Au-delà, ils devront être remplacés par des passeports internationaux. Une décision pour lancer une étude de faisabilité pour une liaison de trains à grande vitesse « extraterritorialisés » entre Kaliningrad et le reste de la Russie sera prise en 2003.

Aujourd'hui personne doute que l'intégration européenne de la Pologne et des Etats baltes crée un « effet de croissance » qui doit être transmis à l'économie de Kaliningrad, mais l'évolution de la situation de l'oblast demeure donc, plus que jamais, une question ouverte. Il paraît que les vents sont

⁶³ ALTAF AJ Amadeu, « Bruselas confirma la historica ampliacion de la Union Europea a 25 paises en 2004 », section « international – Europa » du journal électronique ABC du 10 octobre 2002.

⁶⁴ ZECCHINI Laurent, « La Tchéchénie, grande oubliée du sommet UE-Russie », 12 novembre 2002, Le Monde.fr, article paru dans l'édition du 13 novembre 2002.

⁶⁵ JACOB Antoine, « La Lituanie, revendique son rôle de garde-frontière de l'Union », 12 novembre 2002, Le Monde.fr, article paru dans l'édition du 13 novembre 2002.

⁶⁶ Ibid.

favorables, mais Vladimir Poutine vient de déménager sa propre belle-mère, habitante du lieu, vers Moscou⁶⁷.

⁶⁷ DERVIEUX Pascal, « Quel avenir pour la population de Kaliningrad ? », France Info, L'Année stratégique 2003, sous la direction de Pascal Boniface, L'Etudiant / France info / Iris. Op. cit.

CONCLUSIONS

Si nous intégrons les données géographiques, aussi physiques qu'humaines, et historiques de l'Oblast' et de son environnement, il paraît clair que cette région de la Fédération de Russie représente, pour elle, un atout économique important, ainsi comme une zone à l'intérêt stratégique renouvelé.

Du point de vue militaire, cette « place forte », malgré la diminution des moyens (particulièrement terrestres) qui y sont déployés, reste un poids lourd militaire sans comparaison régionale. Cette surmilitarisation demeure et demeurera un facteur d'insécurité régionale, l'extrême importance que l'état major russe attache à cette oblast' est conséquence de sa considération de poste de veille avancée dans la région baltique et du fait que l'indépendance des Etats baltes et la disparition de l'URSS ont privé la flotte de la Baltique d'anciennes bases clefs situées en Lettonie, en Lituanie et en Estonie, accentuant encore l'importance géostratégique de Kaliningrad.

Si son statut au regard du droit international et des pays voisins, du point de vue juridique, paraît clair⁶⁸ et aujourd'hui ni Polonais, ni Baltes, ni moins encore allemands, ne font valoir de prétentions sur l'ancienne Königsberg. La question du « statut » de Kaliningrad, après celle de l'élargissement de l'UE, apparaît comme l'un des axes centraux des discussions entre l'UE et la Russie.

Il subsiste de nombreuses sources d'inquiétude, en autres, après sa sur militarisation comme nous avons déjà vu, la désastreuse situation économique, Kaliningrad doit engager une reconversion économique radicale dans un contexte qui ne lui est pas forcément favorable. Néanmoins, ces derniers ans, le

⁶⁸ L'avis personnel de l'auteur est que son statut « d'enclave » n'est pas aussi clair qu'annoncé par certains.

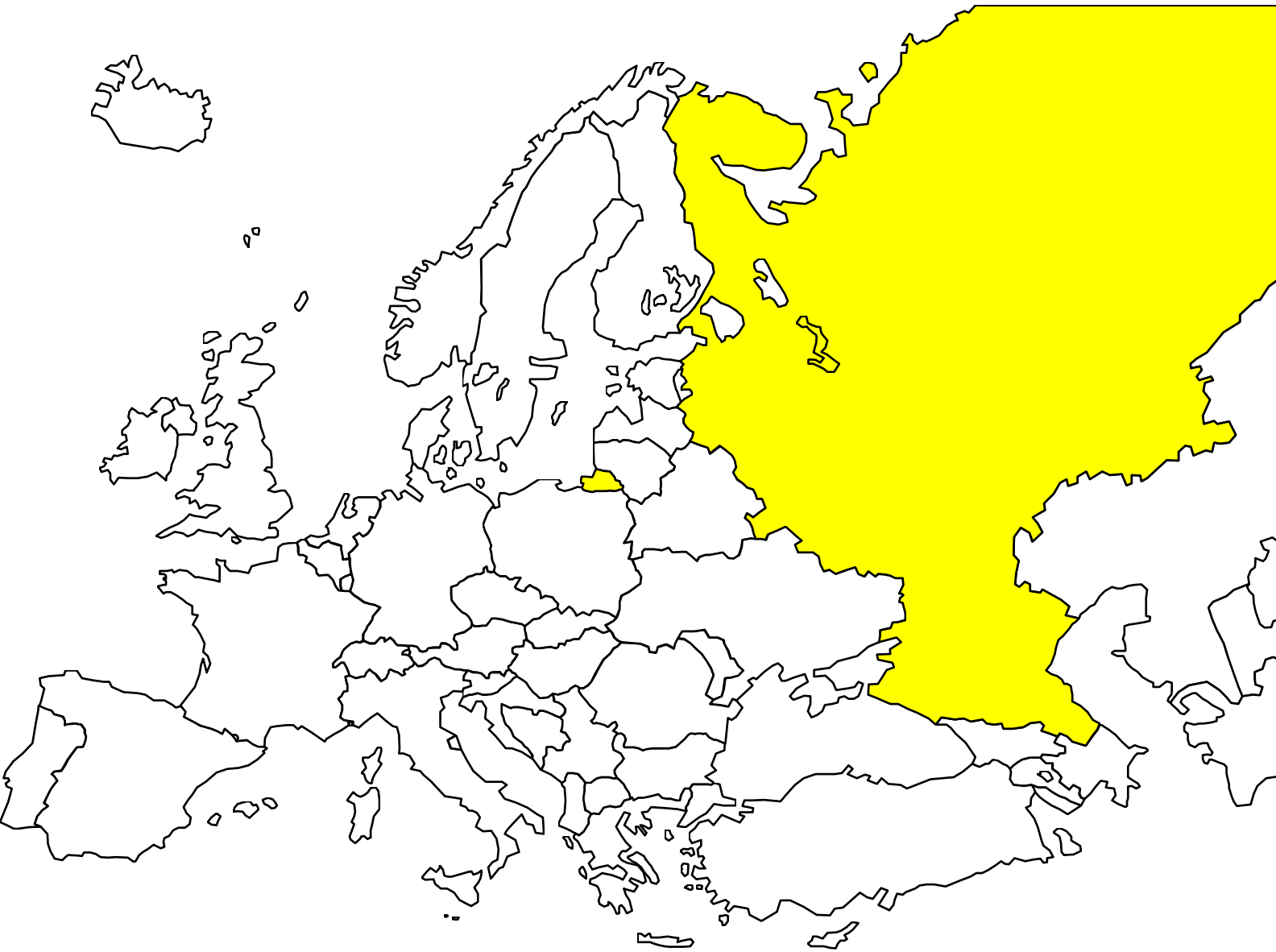
dynamisme des petites et moyennes entreprises a permis un redémarrage de la croissance économique. Pourtant, l'embellie économique reste tributaire, à court et moyen terme, de l'évolution des négociations entre l'UE, la Lituanie, la Pologne et la Russie dans le cadre de l'élargissement de l'UE.

Dans le cadre de ces négociations, si le sommet entre l'Union européenne et la Russie s'est conclu, lundi 11 novembre 2002, à Bruxelles, à la satisfaction des deux parties, c'est parce qu'un accord a été scellé à propos du différend sur Kaliningrad, qui empoisonnait depuis longtemps la coopération bilatérale. L'accord s'efforce de sauvegarder la liberté de circulation des citoyens russes entre le reste de la Russie et cette région, le système de « document de transit facilité » devra être revu au plus tard en 2005.

L'implication grandissante de tous les pays riverains et voisins de l'Oblast', de tous les organismes de coopération politiques et économiques (pas seulement l'UE), de tous les organismes à vocation sécuritaire (pas seulement l'OTAN) n'est rien d'autre que le témoin de l'importance de l'Oblast' dans la stabilisation de la zone Baltique. La remise en route de son économie et l'aide à l'amélioration de sa situation politique, sociale, sanitaire, écologique, etc. doit être une priorité pour tous ces « contributeurs », avec une part prééminente des deux principaux (l'UE et la Russie) donnant ainsi à l'enclave une chance inégalée de rattraper son retard et de s'intégrer à cet espace naissant.

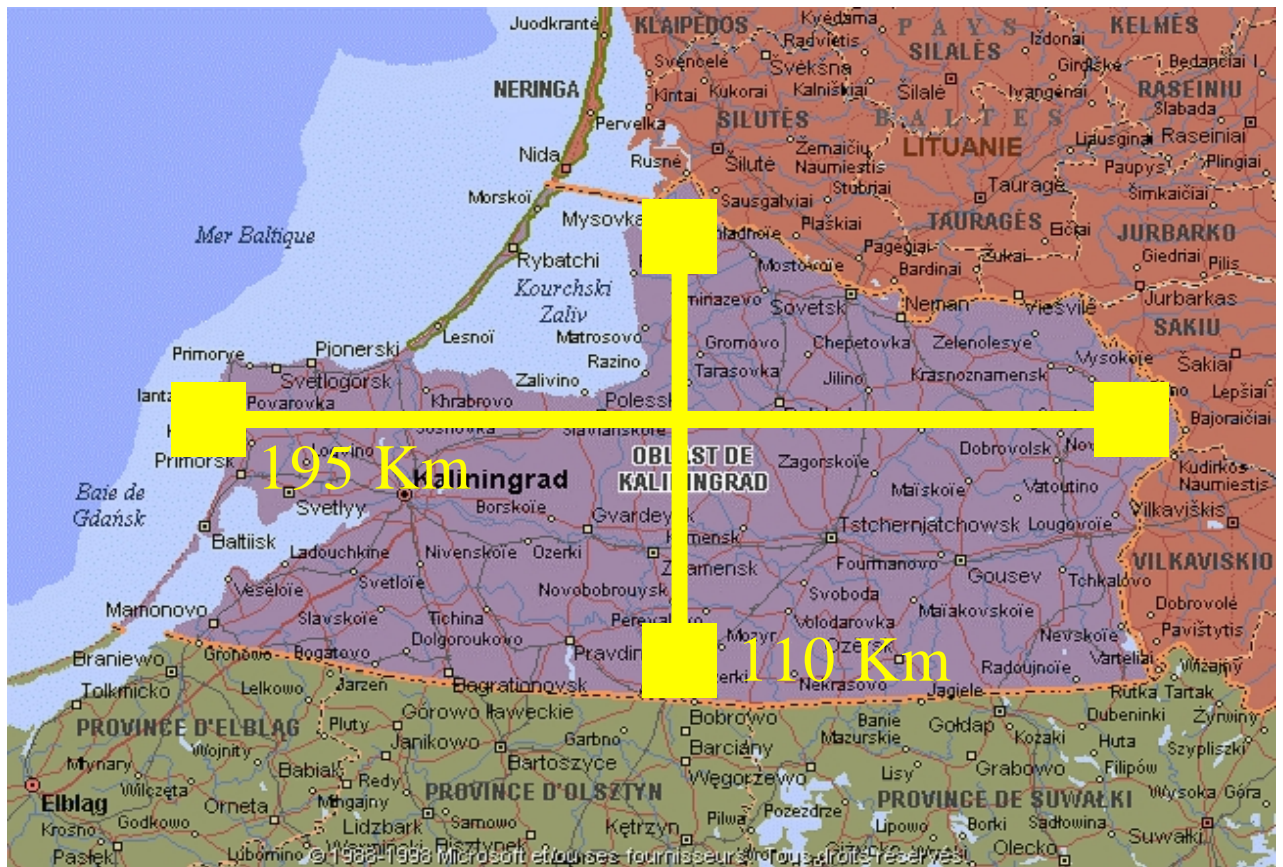
L'évolution de la situation de l'Oblast' de Kaliningrad demeure donc, plus que jamais, une question ouverte.

ANEXE 1
KALININGRAD - GEOGRAPHIE POLITIQUE
SITUATION GENERAL EN EUROPE



SOURCE : Carte générique du Réseau CID modifié par l'auteur

ANEXE 2
KALININGRAD - GEOGRAPHIE POLITIQUE
VOISINAGE ET DIMENSIONS



SOURCE : Microsoft 1.998

ANEXE 3
KALININGRAD - GEOGRAPHIE POLITIQUE
DISTANCES



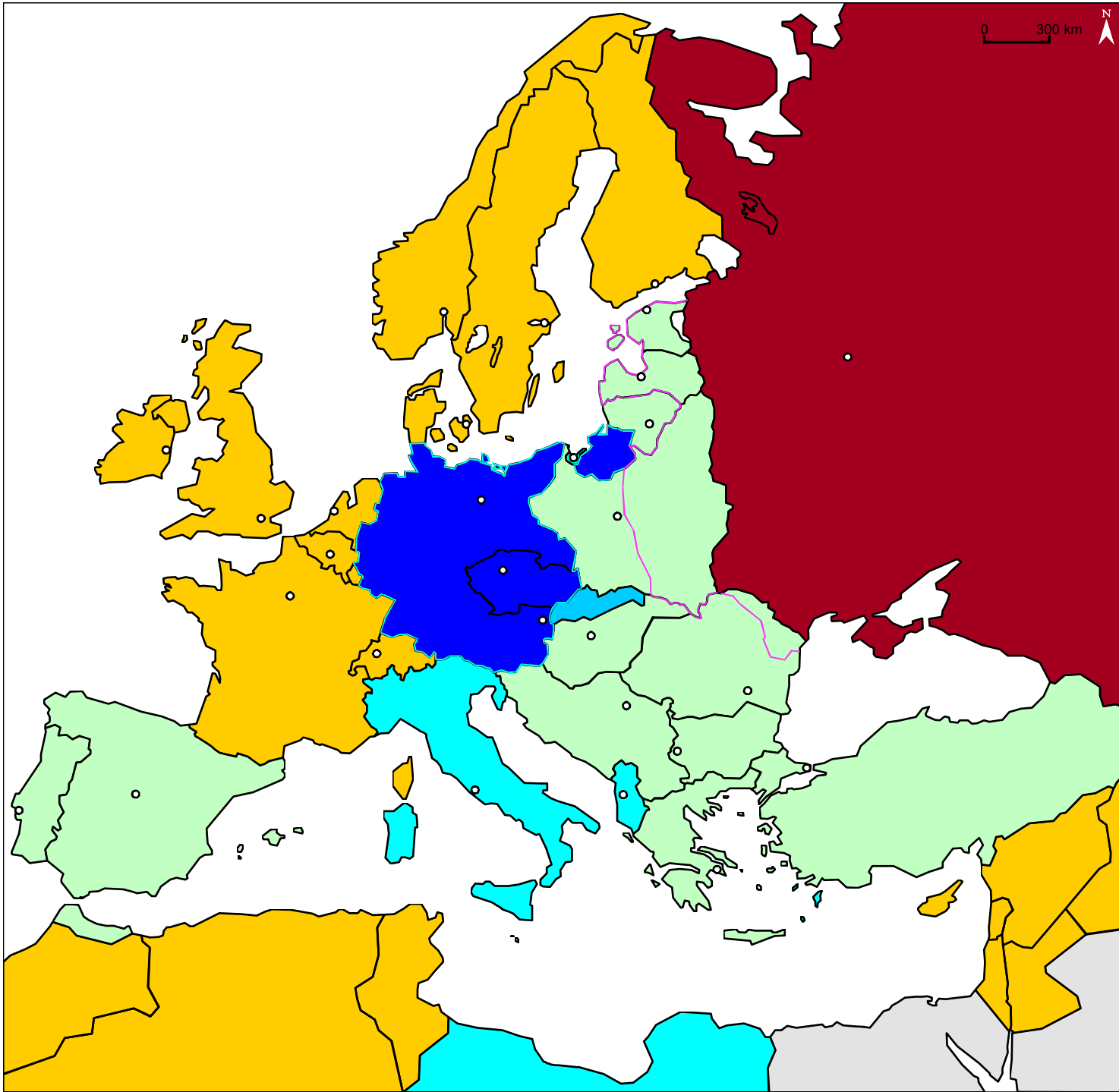
SOURCE : Microsoft 1.998

ANEXE 4 KALININGRAD – GEOGRAPHIE PHYSIQUE

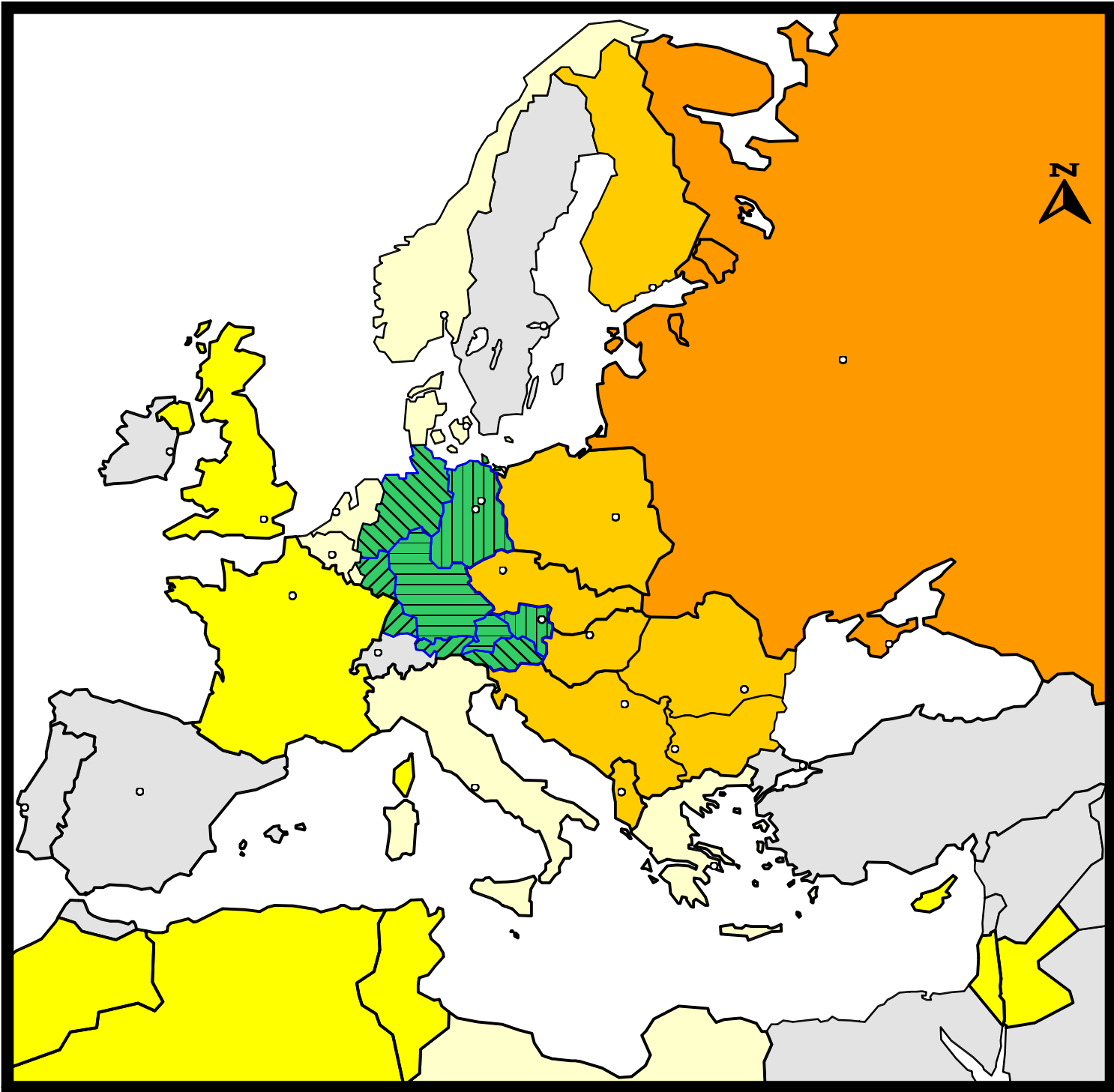


SOURCE : Microsoft 1.998

ANEXE 5
KALININGRAD – SITUATION EN EUROPE EN 1.939



ANEXE 6
KALININGRAD – SITUATION EN EUROPE EN 1.945



ANEXE 7
KALININGRAD - EFFECTIFS DE LA FLOTTE DE LA BALTIQUE

Bases	Konstad, Baltiysk
Sous-marins	2 sous-marins d'attaque diesel
Principaux navires de surface	2 Destroyer avec missiles guides (DDG) 4 Frégates avec missiles guides (FFG)
Autres navires de surface	26 Patrol and coastal combatants 13 Démineurs. 5 Amphibies
Equipement de l'aéronavale	55 Combat (CBT) 41 Hélicoptères armés
Avions	25 Su-24 28 Su-27 2 An-12 (MR/EW) 12 An-12/An-24/An-26 (TPT)

SOURCE : THE MILITARY BALANCE 2001-2002

ANEXE 8
KALININGRAD - EFFECTIFS DU GROUPE STRATEGIQUE
OPERATIONNEL

Armée de Terre	2 MRD : divisions motorisées(1 cadre) 1 Brigade SSM 1 Régiment SAM 1 Régiment indépendant (MRR) 1 Régiment d'hélicoptères d'attaque 816 Chars 869 Véhicules de combat 345 Mortiers 18 SS-21 51 Hélicoptères d'attaque
Infanterie navale	1 Régiment : 26 Chars de combat. 220 Véhicules Blindés. 52 MLRS.
Défense côtière	2 Régiments d'artillerie. 1 Régiment de missiles de superficie - superficie.
Défense aérienne	1 Régiment : 28 Su-27 (Flotte de la Baltique).
Missiles sol-air (SAM)	50

SOURCE : THE MILITARY BALANCE 2001-2002

BIBLIOGRAPHIE

Documents primaires

- ~ «Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie », Décret présidentiel n°24, 10 janvier 2000.
- ~ «Doctrine militaire de la Fédération de Russie », Nezavisimaya Gazeta, 22 avril 2000, Translation by the U.S. Foreign Broadcast Information Service.
- ~ « L'UE et Kaliningrad », Communication de la Commission au Conseil. Commission des Communautés Européennes. 17 janvier 2001.

Ouvrages

- ~ BAINVILLE, Jacques, « Les conséquences politiques de la paix », Paris, Fayard, 1920.
- ~ BARANOVSKY Vladimir (Ed.), « Russia and Europe, The Emerging Security Agenda », London, Oxford University Press, 1997. (Ouvrage en anglais sous la direction de BARANOVSKY Vladimir)
- ~ BONIFACE Pascal, « L'Année stratégique 2003 », analyse des enjeux stratégiques, diplomatiques et économiques, Paris, L'Etudiant-France info-iris 2003. (ouvrage en français sous la direction de Pascal BONIFACE).
- ~ BOYER Yves, FACON Isabelle (Dir.), « La politique de sécurité de la Russie. Entre continuité et rupture ». Paris, Ellipses, 2000.
- ~ CASTEL Viviane du, « De Königsberg à Kaliningrad : l'Europe face à un nouveau département d'outre-terre russe sur la Baltique », Paris, L'Harmattan, 1996.

- ~ CHAUPARADE Aymeric et THUAL François, « Dictionnaire de géopolitique », Ellipses, Paris, 1998.
- ~ DUBY G., « Atlas historique », Larousse, Paris, 1998.
- ~ ECKER Denis, KOLOSSOV Vladimir, « La Russie, un exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir », Paris, Flammarion (Dominos), 1999. (Ouvrage écrit à plusieurs mains).
- ~ FROMION Nathalie, « Kaliningrad : statut juridique et perspectives d'avenir », DAG, sous-direction des affaires administratives, bureau des affaires juridiques internationales, Paris, septembre 1995
- ~ GRATCHEV Andreï, « La chute du Kremlin », Paris, Hachette, 1994.
- ~ MATELLY Sylvie, Quel statut pour Kaliningrad ?, L'Année stratégique 2003, sous la direction de Pascal Boniface, L'Etudiant / France info / Iris.
- ~ RADVANYI, Jean, « La Russie : géographie économique et régionale ». Paris : Armand Colin, 2000.
- ~ RAUGLAUDRE Pascal de, « le littoral méridional de la Baltique. De Copenhague à Saint-Petersbourg : Renaissance d'un littoral oublié ». Géohistoire de l'Europe Médiante. Livres Hérodote. Editions La Découverte, Paris, 1998.
- ~ RAUX Jean, KOROVKINE Vladimir. « Le partenariat entre l'Union européenne et la Fédération de Russie ». Paris, Apogée, 1998.
- ~ ROMER, Jean Christophe, « Géopolitique de la Russie ». Paris, Economica, 1999.
- ~ SAMSON Ivan (Ed.), « Kaliningrad Region : The Diagnosis of a Crisis », Tome I, Grenoble, Kaliningrad, Moscou, UPMF, 1998.
- ~ SAMSON Ivan (Ed.), « Kaliningrad 2010, Potential, Concepts and Prospects », Tome II, Grenoble, Kaliningrad, Moscou, UPMF, 1999.
- ~ TEIBERIS Leonas, « La Lituanie », Paris, Karthala, 1995.

- ~ ZIOUGANOV, Guennadi. « La Russie après l'an 2000 : vision géopolitique d'un nouvel Etat ». Morsang sur Orge : Editions Mithec, 1999.
- ~ ZVEREV Yuri, « The Kaliningrad Defence Industry : Problems of Conversion », Defence and Peace Economocs, 1997, 10-2, page 396.

Périodiques et rapports

- ~ AUSTIN Daniel F. C., « NATO Expansion and the Baltic States », Conflict Studies Research Centre, december 1997.
- ~ AYACHE, Georges, « La Russie et l'élargissement de l'OTAN », Géoeconomie, n° 17, printemps 2001, pages 113-123.
- ~ BAYOU Céline, « Les relations Russie-Union européenne », Courrier des Pays de l'Est, n° 1025, mai 2002, pages 4-16.
- ~ BLAAUW Michaël, « La Russie et la sécurité européenne », rapport de la Commission politique de l'Assemblée Européenne intérimaire de la Sécurité et de la Défense de l'UEO, novembre 2000.
- ~ BLAGNYS G. , « European Expansion Offers Hope to Kaliningrad », Asia Times, january 27, 2001.
- ~ BLANC-NOEL Nathalie, « Changement de cap en mer Baltique », dossier 48 de la fondation pour les Etudes de la Défense Nationale. La documentation française. 1992.
- ~ BLAGOVOLINE Sergei, « La Russie et la sécurité européenne », La revue internationale et stratégique, n° 38 été 2000.
- ~ CASTEL Viviane du, « Kaliningrad et son environnement », Défense Nationale, n°4, avril 2000.

- ~ CASTEL, Viviane du, « Kaliningrad : Une menace permanente pour la stabilité des états baltes », Janvier 2002, Les cahiers de Mars « La Russie » numéro 173 – 2^o trimestre 2002.
- ~ CHARLOTIN Carole, « Kaliningrad : le grain de sable dans la mécanique occidentale ? », Courrier des Pays de l'Est, vol. X, n° 19, janvier - février 2000.
- ~ CORDONNIER Christophe, « La Russie et l'Europe : de la frustration à l'espoir ? », Revue française de géoéconomie, n° 13, Printemps 2000.
- ~ Dossier « Russie - Europe », Le Courrier des pays de l'Est, n° 1025, mai 2002.
- ~ DUBIEN Arnaud, « Le concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie », La revue internationale et stratégique, n° 38 été 2000.
- ~ DUBIEN Arnaud, « Russie – CEI : une hégémonie contestée », La revue internationale et stratégique, n° 38 été 2000.
- ~ DWERNICKI Christophe, « Des ventes d'armement russes », Défense nationale, n°6, juin 2000, pages 94-110.
- ~ FACON Isabelle, « Les relations politiques et de sécurité entre la Russie et l'Union européenne », Recherches et Documents, n° 28, septembre 2002.
- ~ FACON Isabelle et CHILLAUD Matthieu, « Le rôle de la Russie dans la sécurité européenne », Courrier des Pays de l'Est, n° 1025, mai 2002, pages 31-38.
- ~ FACON Isabelle, « Les relations civilo-militaires dans la Russie de Poutine : le facteur international », Cahiers de Mars, Dossier « La Russie », n° 173, 2^{ème} trimestre 2002, pages 71-82.
- ~ FACON Isabelle, « La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'occident ». Annuaire français des relations internationales. Bruylant, Bruxelles, 2001.

- ~ FAUJAS Alain, « Un TGV au secours de Kaliningrad ». *L'intelligent*, n° 2183 – du 11 au 17 novembre 2002.
- ~ GODZIMIRSKI Jakub, « Russian Security Policy Objectives in the Baltic Sea and the Barents Area » *Den Norske Atlanterhavs Komite Security Policy Library*, n°12,1998.
- ~ HERD, Graeme, « Russia's Baltic Policy after the Meltdown », *Security Dialogue*, Vol. 30, Number 2, june 1999 updated august 1999.
- ~ HOEKEMA, Jan & ROMPKEY, William, « La contribution des Etats baltes à la sécurité européenne », *Rapport intérimaire de la sous-commission sur les questions de sécurité nordique de la commission de la défense et de la sécurité de l'assemblée parlementaire de l'OTAN*, novembre 1998.
- ~ Hubert HAENEL, Denis BADRE, Marcel DENEUX, Serge LAGAUCHE, Simon SOTOUR, « Elargissement de l'Union européenne, état des lieux », *Rapport d'information 295 (2001-2002)*, *Délégation du Sénat pour l'Union européenne*.
- ~ KIPP, Jacob, « Russia's Northwest Strategic Direction », *Military Review*, july-august 1999.
- ~ LAMANDE, Vincent, « Kaliningrad : l'enclave russe de l'espace baltique », *Revue française de Géographie*, n°11, automne 1999.
- ~ KNUDSEN O.L., « La sécurité coopérative dans la région de la mer Baltique », *Les cahiers de Chaillot*, Paris, novembre 1998.
- ~ MAIN, Steven, « Instability in the Baltic Region » *Conflict Studies Research Center*, S 37, UK Ministry of Defense, 1998.
- ~ MEDVEDEV Sergueï, « Geopolitics and Beyond : The new Russian Policy toward the Baltic States », *The European Union & the Baltic States (Finnish Institute of International Affairs)*, november 1998.

- ~ MOSHES Arkady, « EU Enlargement in the Baltic Sea Region and Russia : Obvious Problems, Unclear Solutions », Ponards Policy Memo 171, Institute of Europe, octobre 2000.
- ~ OSTROWSKI Marek, « Attention à la Russie affaiblie », Courrier International, Polytica, 25 mars 1999.
- ~ PASTUSIAK Longin, « La coopération militaire entre la Pologne et ses voisins », Rapport spécial de la sous-commission sur les relations transatlantiques et européennes de la commission politique de l'assemblée parlementaire de l'OTAN, novembre 1998.
- ~ PATTEN, Chistopher, « The EU and Russie », International Affairs, Vol. 47, n° 2, 2001, pages 59-65.
- ~ ROMPKEY William, « Kaliningrad : source de tension ou de coopération ? », Rapport intérimaire de la sous-commission sur les questions de sécurité nordique de la commission de la défense et de la sécurité de l'assemblée parlementaire de l'OTAN, mars 1999.
- ~ « Russian Federation Military Doctrine », Nezavisimaya Gazeta, 22 april 2000, Translation by the U.S. Foreign Broadcast Information Service.
- ~ SAMSON Ivan, LAMANDE Vincent, « The European Union and the Future of Kaliningrad » Cahiers de l'Espace Europe, n°13, mai 1999.
- ~ SERGOUNIN Alexander, « Russia and the European Union : The Case of Kaliningrad », Ponars Policy Memo 172, Nizhny Novgorod Linguistic University, octobre 2000.
- ~ Stockholm International Peace Research Institute Year Book, 1998.
- ~ *The Military Balance 2001-2002*, Oxford University Press for the International Institute for Strategic Studies, London, England, 2001.
- ~ Van HAM Peter, BAJARNAS Eitvidas, HAAB Mare, VISNE Ilmars, « Les Etats baltes : Sécurité et défense après l'indépendance », Cahiers de Chaillot, n°19, juin 1995.

Quotidiens utilisés dans le cadre de la rédaction du mémoire

ABC (ESP).

Asia Times.

El mundo (ESP).

El pais (ESP).

Financial Times.

La Croix.

La Vanguardia (ESP).

Le Courrier des pays de l'Est.

Le Figaro.

Le Monde.

Le Monde diplomatique.

Nato's Review.

TTU Europe. (Lettre hebdomadaire d'informations stratégiques, Directeur : Guy PERRIMOND).

Sources internet

Amber, <http://www.amber.kisa.ru>.

ABC, <http://abc.es>

Arms Control Today, <http://armscontrol.org>

BBC, <http://bbcmundo.com>

Center for International and Strategic Studies, <http://www.csis.org>

Conflict Studies Research Center, Royal Military Academy,
<http://www.ppc.pims.org>

Conseil de sécurité russe, <http://www.srf.gov.ru/News/2000/05/Answers.htm>.

Courrier international (archives),

<http://www.courrierinternational.com/statique/archives.asp>

El mundo, <http://elmundo.es>

El pais, <http://elpais.es>

Foreign Military Studies Office, <http://www.fas.org>

Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union de l'Europe Occidentale,
<http://www.weu.int>

IISS, The International Institute for Strategic Studies, <http://www.iiss.org>

La vanguardia digital, <http://lavanguardia.es>

Le Monde interactif, <http://www.lemonde.fr>

Le Monde diplomatique, <http://www.monde-diplomatique.fr>

Ministère Français des Affaires étrangères, <http://France.diplomatie.fr>

Ministère Russe des Affaires étrangères, <http://www.mid.ru>

NATO Parliamentary Assembly, <http://www.naa.be>

NATO Update, <http://www.nato.int/docu>

The International Institute for Strategic Studies « Russian Regional Perspectives », <http://www.iiss.org>

The Moscow Times, <http://www.themoscowtimes.com>

The Russia Journal, <http://www.russiajournal.com>

Revue de l'OTAN, <http://www.nato.int/docu.review>

Terra noticias internacional, <http://terra.es>

Union Européenne, <http://www.delcan.cec.eu.int.francais>

Yahoo ! actualités France, <http://fr.yahoo.com>

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	2
PREMIERE PARTIE : PARTICULARITES GEOGRAPHYQUES ET HISTORIQUES D'UN SYMBOLE.....	4
1.1. L'OBLAST, SA GEOGRAPHIE PHYSIQUE ET HUMAINE.....	4
1.1.1. La Baltique.	4
1.1.2. Kaliningrad. Géographie physique.	6
1.1.3. Géographie humaine.....	7
1.2. HISTOIRE, UN HERITAGE PESANT	8
1.2.1. L'Ordre Teutonique et la Ligue hanséatique (1256-1701).....	8
1.2.2. La Prusse (1701-1871)	9
1.2.3. Les Reich.....	10
1.2.4. L'effondrement soviétique.....	12
1.3. LA SITUATION MILITAIRE DE L'ENCLAVE.	13
DEUXIEME PARTIE : UN PRESENT DIFICILE.....	16
2.1. UN STATUT RECONNU.....	16
2.2. UNE SITUATION ECONOMIQUE TOUT A FAIT PARTICULIERE.....	19
TROISIEME PARTIE : QUEL AVENIR POUR KALININGRAD ?	24
3.1. KALININGRAD ET LA REGION BALTIQUE.....	24
3.1.1. Les pays Baltiques : Kaliningrad une menace permanente pour leur stabilité.	24
3.1.2. La Pologne : méfiance, discordances, pragmatisme et intérêt.	29
3.1.3. La Biélorussie : un foyer d'instabilité, un président « interdit ».	31
3.1.4. L'Allemagne : prudence, maintien de le « status quo » et solidarité européenne.....	32
3.2. KALININGRAD ET L'OTAN, VERS UNE DIMINUTION DES MENACES ET UNE ACCENTUATION DE L'IMPORTANCE GEOSTRATEGIQUE.	33
3.3. KALININGRAD ET L'UE, VERS LA STABILITE REGIONALE.	35
CONCLUSIONS	39
ANEXE 1	41
KALININGRAD - GEOGRAPHIE POLITIQUE	41
SITUATION GENERAL EN EUROPE.....	41
ANEXE 2.....	42
KALININGRAD - GEOGRAPHIE POLITIQUE	42

VOISINAGE ET DIMENSIONS	42
ANEXE 3	43
KALININGRAD - GEOGRAPHIE POLITIQUE	43
DISTANCES.....	43
ANEXE 4.....	44
KALININGRAD – GEOGRAPHIE PHYSIQUE.....	44
ANEXE 5.....	45
KALININGRAD – SITUATION EN EUROPE EN 1.939.....	45
ANEXE 6.....	46
KALININGRAD – SITUATION EN EUROPE EN 1.945.....	46
ANEXE 7.....	47
KALININGRAD - EFFECTIFS DE LA FLOTTE DE LA BALTIQUE.....	47
ANEXE 8.....	48
KALININGRAD - EFFECTIFS DU GROUPE STRATEGIQUE OPERATIONNEL.....	48
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>.....	49
<u>Documents primaires</u>.....	49
<u>Ouvrages</u>.....	49
<u>Périodiques et rapports</u>.....	51
<u>Quotidiens utilisés dans le cadre de la rédaction du mémoire</u>.....	55
<u>Sources internet</u>.....	55
<u>TABLE DES MATIERES</u>	57